

XVII Forum Économique à Krynica (Pologne)

La France et le Triangle de Weimar après les élections 2007

par Frédéric Plasson

Remarques et observations de l'auteur sur la perception des implications internationales du « Triangle de Weimar » lors des discussions du Forum Economique de Krynica, Pologne, du 5 au 8 septembre 2007, en général. Les perspectives « weimariennes » françaises en particulier.

Le potentiel essentiel de plateformes telles le XVIIe Forum Economique de Krynica, début Septembre 2007, se résume au formidables possibilités de dialogue au fil de rencontres de personnes souvent très compétentes dans des domaines touchant de près ou de loin au Triangle de Weimar. Les relations actuelles germano-polonaises ont propulsé cette actualité à un rang assez prioritaire parmi les sujets traités lors du Forum, de sorte que la présence de personnalités très engagées sur la question fut également renforcée. L'auteur, prié en dernière minute de produire une brève communication lors du panel « The Future of the Weimar Triangle » au sujet de « La présence française au sein du Triangle de Weimar après les élections 2007 » aura ainsi pu glaner à niveau informel les avis très mitigés sur la question. Gesine Schwan, interrogée sur la question, donna d'entrée une impulsion des plus concrète et confirmant l'impression générale : « La France ? Dans le Triangle ? Elle est inexistante ! » Pourquoi ? En guise de réponse, elle cita avec ironie un ancien politique français justifiant le moindre intérêt de Paris pour la Pologne en comparaison aux activités allemandes par un argument géographique douteux : « Madame ! Berlin, située [par rapport à Paris] à quelques centaines de kilomètres à peine de la frontière polonaise !.... »

Manque d'intérêt français ?

Alors que l'Allemagne était le pays hors PECO le plus représenté à Krynica, la France brillait par son absence. Il semble tout à fait regrettable que la France n'use pas comme l'Allemagne des opportunités comme le Forum de Krynica de signaler sa présence, de rencontrer ses partenaires potentiels de coopération. Le panel sur « *The Future of the Weimar Triangle after the Elections* » lors du Forum de Krynica., présidé par le président du Comité pour la promotion de la coopération Franco-Germano-Polonaise, Klaus-Heinrich Standke, fut tout à fait symptomatique de cet état de fait. La Pologne était « représentée » par Marek Belka, ancien Premier Ministre, et la RFA par le président du comité aux Affaires de l'Union Européenne du Bundestag, Gunther Krichbaum. Alors que les orateurs français invités se désistèrent peu à peu pour toutes sortes de raisons, les organisateurs eurent recours à ma moitié de nationalité française pour représenter « mon » pays, mais c'est en... allemand (!) que j'eus le privilège de produire mes points de vue, le Forum ne disposant pas d'interprètes pour la langue de Molière.

Au niveau des sociétés civiles et des initiatives non - gouvernementales, les activités du Triangle florissent ; la coopération universitaire, les régions, la jeunesse sont les domaines les plus à mettre en avant. ¹ Pourquoi alors ce qui peut être perçu comme un manque d'intérêt du côté institutionnel de la France ?

Si certains politiques polonais et allemands de très haut niveau appellent avec véhémence à plus de dynamisme « weimarien » de leurs homologues français ², la question se pose bien entendu d'entrée quant aux motivations potentielles pour la France de s'impliquer (plus) fortement dans une triangularisation de certaines initiatives. Quels seront, ensuite, les potentiels réels, notamment après les élections et la nouvelle présidence de Nicolas Sarkozy ?

Motivations françaises ?

À l'origine, la mise en place des consultations institutionnalisées entre les chefs d'Etat et des diplomaties françaises, allemandes et polonaises en 1991 avait comme objectif déclaré un soutien à l'intégration de la Pologne ainsi que globalement la promotion de l'intégration selon les valeurs euro – atlantiques non seulement de la Pologne, mais aussi, par l'influence et l'exemple polonais, de ses voisins candidats de première ou deuxième génération à l'accession à l'Union Européenne. La promotion du processus de démocratisation des jeunes démocraties post communistes y jouait un rôle important.

Pour la Pologne, un tel soutien des deux plus influents membres de l'UE quant à la réalisation de l'Aquis Communautaire avait une valeur inestimable. La France et l'Allemagne y trouvaient d'autres avantages géopolitiques.

L'« Ostpolitik » de la République Fédérale réunifiée, qui amenait un certain scepticisme de la part de ses partenaires Ouest – européens, au premier rang desquels la France, se voyait « légitimée » par la participation française au Triangle.

La France pour sa part s'est vue offrir une opportunité non seulement de consolider sa présence et son influence en Pologne, contrebalançant l'omniprésence allemande, mais aussi de garder un œil sur, justement, ces « activités allemandes » dans le cadre d'une coopération est européenne commune renforcée.

« Ostpolitik triangulaire » et intégration européenne

Aujourd'hui, après l'intégration de presque tous les PECO « géographiquement » européens dans l'UE, la France semble avoir perdu son élan dans ce processus d'intégration. Pourtant, deux chantiers essentiels sont encore ouverts, que la Pologne et l'Allemagne observent tout particulièrement : les progrès de la démocratisation en Ukraine et les efforts grandissants de certains groupes du Belarus d'arracher leur pays à la dictature. Les voix évoquant une approche commune germano – polonaise sur ces deux axes se font de plus en plus nombreuses. La France réagirait-elle à une telle action bilatérale pour les mêmes raisons citées ci-dessus ?

¹ Voir par exemple le site internet du Comité pour la promotion de la coopération Franco-Germano-Polonaise (« Triangle de Weimar »). <http://www.weimarer-dreieck.com/inhalt/Aktuelles.html> particulièrement le rapport sur le prix Adam Mickiewicz, décerné cette année communément aux Offices Germano-Polonais et Franco-Allemands pour la Jeunesse pour leur engagement pour le Triangle de Weimar. Un rapport détaillé est également disponible sur ces pages.

² Matthias Platzeck, lors d'un bref entretien avec l'auteur après la séance plénière du Forum de Krynica.

Même si ce concept reste tout à fait nébuleux, il est intéressant de constater que la France, totalement passive à l'état actuel, est d'ores et déjà citée comme un des possibles acteurs dans une action germano - polonaise, en agissant positivement sur une action des deux partenaires weimariens par le simple fait de sa présence et de la reconnaissance de ses valeurs « philosophiques »³. Or une telle idée trilatérale constitue l'essence même du Triangle de Weimar. Dans un autre contexte, cette même idée fût une nouvelle fois citée, sans que l'on sache si l'orateur avait en tête le Triangle de Weimar en soit ; Cornelius Ochmann, de la Fondation Bertelsmann, lors de la discussion sur les relations entre l'Allemagne et la Pologne dans le contexte européen, argumentait qu'une *Ostpolitik* allemande était vouée à l'échec sans une amélioration significative des relations germano – polonaises, envenimées depuis plusieurs années par l'instrumentalisation d'éléments populistes par la presse et les gouvernements. L'influence sur l'opinion publique risquant de nuire profondément à cette nouvelle entente des deux pays, bâtie avec peine durant les dernières décennies⁴, et par là à une action commune à l'Est. Or, Il semblait régner un consensus général parmi les orateurs de différents panels, et indépendamment les uns des autres, sur l'effet que pourrait avoir la France ici aussi en tant que médiateur entre ces deux pays. De plus, selon Gunther Krichbaum, les « doutes » polonais envers l'UE sont dus entre autres au fait de devoir céder au sein de l'Union, une partie de la souveraineté nationale chèrement acquise depuis les années 80⁵. Or, une implication de la France dans le dialogue avec la Pologne, par exemple au sein du Triangle, aurait ici aussi des effets bénéfiques par sa simple présence et sa perception par l'opinion publique et les élites politiques dans le processus.

La France aurait donc par une intensification de sa présence au sein du Triangle de Weimar un moyen institutionnel à double emploi de contribuer sur plusieurs flancs à la promotion de l'intégration européenne et d'affermir son influence non seulement en Europe Centrale et Orientale, mais sur la scène internationale en général. Est – elle pour autant intéressée par une telle réactivation de son engagement weimarien ?

Géostratégie

Les élections en France ont eu pour conséquence principale de donner libre cours à un président qui se présentait durant la campagne électorale comme un homme d'action et qui semble avoir attiré à lui pratiquement tout le pouvoir de décision quant aux affaires étrangères. Quelques mois à peine après les élections présidentielles, toute conclusion sur les priorités françaises serait hâtive. Seuls quelques éléments de réflexion permettent éventuellement de tenter une analyse des perspectives internationales françaises et implicitement, au sein du Triangle de Weimar.

Deux événements très médiatisés - la conclusion d'un accord d'armement franco – lybien (immédiatement après la médiation de *Cécilia Sarkozy* (et non de *Bernard Kouchner*) dans l'affaire des infirmières bulgares) et le choix du lieu de vacances de la famille présidentielle française à quelques kilomètres du ranch privé de George W. Bush (avec visite « privée » sur place) - peu après les élections, ont certes tous deux été présentés comme des coïncidences fortuites par le MAE et le président français. Toutefois, les tentatives d'interprétation ne manquèrent pas, comme la confirmation

³ Aliaksandr Milinkevich, Leader du parti d'opposition biélorusse « For Freedom », Forum de Krynica.

⁴ Matthias Platzeck, Premier Ministre du Land de Brandebourg, dans un bref entretien avec l'auteur. M. Platzeck, fervent avocat des relations germano – polonaises, encouragea l'auteur à fermement appuyer la « responsabilité »

⁵ Gunther Krichbaum, président du comité aux Affaires de l'Union Européenne du Bundestag, lors du panel « The Future of the Weimar Triangle after the elections 2007 ».

de l'affirmation française du raffermissement de l'influence en zone Sud, et du désir de Nicolas Sarkozy de se distancer de l'anti-américanisme déclaré de son prédécesseur. Cet anti-américanisme avait resserré les liens notamment avec l'Allemagne sur la question de l'Irak, et détérioré le contact avec la Pologne, très proche allié des USA.

Peu de temps après pourtant, Nicolas Sarkozy prononça à l'ONU un discours à forte connotation humaniste, où il appelait à un renouveau de la « tradition française ». Cette tradition semble aller à l'opposé, en se distançant de positions aussi intransigeante que celle des Etats-Unis⁶, vers, justement, une médiation responsable et un renforcement et une internationalisation coopération.

Auparavant déjà, Nicolas Sarkozy n'aura pris qu'une brève, pour autant très claire position sur le Triangle de Weimar allant dans ce même sens ; il verrait la coopération de la France avec certains partenaires privilégiés tout à fait réalisable, mais aimerait l'élargir à d'autres partenaires, comme par exemple l'Espagne et le Royaume – Uni⁷. C'est également la position de nombreux experts considérant certes le Triangle de Weimar comme un moyen de ramener les relations germano – polonaises à un niveau de rationalisme par le biais d'une Ostpolitik commune, mais pas comme un instrument d'Ostpolitik par excellence, car il exclurait du processus certains pays fortement impliqués comme l'Autriche ou la Roumanie⁸.

Un diplomate français, présent malheureusement seulement à titre d'observation lors du panel consacré au Triangle, affirma aussi bien l'implication de la France dans les processus de coopération, notamment « weimarienne », que l'intérêt tout particulier de Nicolas Sarkozy pour les Pays d'Europe Centrale et Orientale et leurs relations avec la France. De telles déclarations rappellent fortement les positions officielles du MAE, mais ont été également relayées par d'autres interlocuteurs.

Ainsi, Géza Jeszenszky et Borys Tarasjuk, anciens ministres des affaires étrangères de Hongrie et d'Ukraine s'enthousiasmèrent au nom de Nicolas Sarkozy, le nouveau président ayant, lors de visites ces dernières années, fait preuve de connaissances approfondies sur les questions des deux pays et de leurs situation internationales respectives⁹. Ils semblent donc , indépendamment l'un de l'autre, placer un certain espoir dans la nouvelle situation en France quant. Deux avis tout particulièrement importants, car venant d'experts en matière de modèle de coopération tels le Triangle de Weimar. M Jeszenszky, expert et fervent promoteur du Groupe de Visegrad¹⁰, et M Tarasjuk, prônant depuis plusieurs années un modèle quadrilatéral sur la base du Triangle de Weimar + Ukraine¹¹.

Perspectives

Le trilatéralisme fonctionne bien au niveau weimarien, comme ne cessaient de le répéter presque tous les experts sur place à Krynica et comme en témoignent les nombreuses initiatives non gouvernementales. Malheureusement, les

⁶ France Inter, *Journal*, 25.09.2007

⁷ Klaus-Heinrich Standke, c.f. note 1

⁸ Ainsi par exemple Rainder Steenblock, porte parole aux affaires européennes du groupe parlementaire Die Grünen, Bundestag, lors du Forum de Krynica.

⁹ Géza Jeszenszki, et Borys Tarasjuk, lors d'entretiens avec l'auteur.

¹⁰ http://www.eurotopics.net/de/presseschau/autorenindex/autor_jeszenszky_geza/

¹¹ Une idée lancée notamment lors des deux conférences « The Weimar Triangle in the New Europe – Models of cooperation between East and West », initiée et coordonnées par l'auteur à la Villa Decius, Cracovie, en 2002 et 2003. Le concept de M Tarasjuk doit permettre d'appliquer concrètement les expériences de la transformation polonaise à l'Ukraine, avec le soutien institutionnalisé et officiel de la France et de l'Allemagne.

gouvernements semblent s'essouffler, ou du moins à réfléchir des conflits populistes ou d'ordre national sur leurs implications dans le Triangle.

Toutefois, un Triangle de Weimar actif et régénéré est de toute première importance pour une approche communautaire des questions (d'intégration) européenne. Prenons pour exemple les relations franco – allemandes, régulées notamment par le très ancien Traité de l'Élysée. Alors que l'intégration franco-allemande semble être assimilée depuis fort longtemps, les efforts de l'OFAJ ne cessent de redoubler, pour ne pas freiner un mouvement dont l'arrêt aurait des effets néfastes à long terme. Les initiatives non – gouvernementales doivent leur succès au cadre législatif que leur a fourni la coopération des États.

La décision de nouvelles élections en Pologne justement durant le Forum de Krynica a généré un soupir de soulagement. Un facteur d'instabilité populiste semble réglé en Pologne, le nouveau gouvernement allant en toute probabilité chercher à promouvoir l'intégration avec les partenaires européens.

Restent en Allemagne et en France deux leaders très charismatiques et volontaires.

Bien plus que de savoir si Nicolas Sarkozy saura reconnaître le potentiel du Triangle de Weimar, il convient d'observer les prochains temps, si le président :

- accordera une importance suivie d'actes concrets au processus d'intégration européenne, sur certains des chantiers ouverts en ce moment
- et si oui, si le Triangle de Weimar lui semblera l'outil adéquat, du moins dans sa forme actuelle.

© ALLEMAGNE d'aujourd'hui